



# Conseil de sécurité

Soixante-troisième année

*Provisoire*

**5966<sup>e</sup>** séance

Mardi 26 août 2008, à 10 heures  
New York

---

|                    |   |                            |
|--------------------|---|----------------------------|
| <i>Président :</i> | M. Grauls . . . . .                                       | (Belgique)                 |
| <i>Membres :</i>   | Afrique du Sud . . . . .                                  | M. Kumalo                  |
|                    | Burkina Faso . . . . .                                    | M. Tiendrébéogo            |
|                    | Chine . . . . .   | M. Du Xiacong              |
|                    | Costa Rica . . . . .                                      | M <sup>me</sup> Villalobos |
|                    | Croatie . . . . .   | M. Skračić                 |
|                    | États-Unis d'Amérique . . . . .                           | M <sup>me</sup> DiCarlo    |
|                    | Fédération de Russie . . . . .                            | M <sup>me</sup> Donova     |
|                    | France . . . . .  | M. Renié                   |
|                    | Indonésie . . . . .                                       | M. Natalegawa              |
|                    | Italie . . . . .  | M. Terzi di Sant'Agata     |
|                    | Jamahiriya arabe libyenne . . . . .                       | M. Mubarak                 |
|                    | Panama . . . . .  | M. Arias                   |
|                    | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . | M. Bayley                  |
|                    | Viet Nam . . . . .  | M. Le Luong Minh           |

## Ordre du jour

La situation au Burundi

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.

08-49052 (F)



*La séance est ouverte à 10 h 20.*

## **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

## **La situation au Burundi**

**Le Président** : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant du Burundi une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Suivant la pratique établie, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Puisqu'il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

*Sur l'invitation du Président, M. Nsanze (Burundi) prend place à la table du Conseil.*

**Le Président** : Conformément à l'accord auquel est parvenu le Conseil de sécurité lors de ses consultations préalables, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, S. E. l'Ambassadrice Ulla Ström, qui parlera au nom du Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix et Représentant permanent de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Il en est ainsi décidé.

J'invite l'Ambassadrice Ström à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de la part du Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix et Représentant permanent de la Suède. Je donne la parole à M<sup>me</sup> Ulla Ström, qui parlera au nom de M. Anders Lidén, Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix et Représentant permanent de la Suède.

**M<sup>me</sup> Ström** (*parle en anglais*) : Comme vous l'avez indiqué, Monsieur le Président, je vais lire un exposé au nom de mon Représentant permanent, qui

n'est malheureusement pas en mesure d'être présent aujourd'hui puisqu'il participe à la réunion annuelle des ambassadeurs à Stockholm. Je vais à présent donner lecture de sa déclaration.

« Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, de cette occasion de participer à la séance d'aujourd'hui sur le Burundi en ma qualité de Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix. Comme les membres le savent, la Suède a récemment assumé la présidence de la formation Burundi. Nous nous félicitons vivement de la possibilité qui nous est donnée de collaborer avec le Conseil de sécurité.

Depuis le dernier exposé au Conseil de la Commission de consolidation de la paix sur le Burundi, le 22 mai 2008 (voir S/PV.5897), il y a eu un certain nombre de faits nouveaux encourageants, notamment la cessation des hostilités. Dans le même temps, le processus de paix continue de se heurter à d'importants obstacles, qui exigent que les acteurs nationaux fassent preuve d'une volonté de compromis et qui illustrent la nécessité d'un soutien coordonné et solide supplémentaire de la part des acteurs régionaux et de la communauté internationale.

Le 23 juin, la Commission de consolidation de la paix et le Gouvernement burundais ont entrepris la première évaluation semestrielle du Cadre stratégique pour la consolidation de la paix. En s'appuyant sur un rapport intérimaire exhaustif, cette rencontre historique a donné lieu à des recommandations concrètes à l'intention de tous les acteurs concernés portant sur un certain nombre de questions, comme la mise en œuvre de l'Accord global de cessez-le-feu entre le Gouvernement burundais et le PALIPEHUTU-Forces nationales de libération (FNL), la sécurité, la justice et la promotion de l'état de droit, la réforme agraire, le relèvement socioéconomique et l'égalité entre les sexes dans le contexte de la consolidation de la paix.

Dans le domaine de la bonne gouvernance, l'évaluation semestrielle s'est axée sur la création des conditions permettant la tenue d'élections libres et régulières en 2010. Ces élections représenteront une étape décisive dans la consolidation de la démocratie et de la paix au Burundi. L'évaluation semestrielle a recommandé

que le projet révisé de cadre juridique pour les élections reflétant la réalité politique du Burundi soit présenté à l'Assemblée nationale d'ici à décembre 2008. La Commission de consolidation de la paix a également demandé à tous les partis politiques d'encourager un dialogue constructif, d'adhérer au code de conduite électorale et de respecter les principes démocratiques inscrits dans la Constitution. À cet égard, nous nous félicitons de la reprise des travaux au niveau de l'Assemblée nationale.

La réunion d'évaluation a également insisté sur le fait que la création d'une commission électorale nationale indépendante est essentielle à la préparation des élections, et elle a recommandé que cette commission soit opérationnelle d'ici au premier semestre 2009. À cet égard, je me félicite du décret présidentiel publié le 18 juin qui porte création d'une commission électorale nationale indépendante et permanente. Je voudrais également encourager le Gouvernement burundais à envisager la possibilité de demander l'appui de la communauté internationale, y compris des Nations Unies, pour la préparation et la tenue des prochaines élections.

Ces dernières semaines, le Gouvernement burundais a montré qu'il était déterminé à donner suite à ces recommandations. La Commission de consolidation de la paix est disposée à fournir un appui continu au Gouvernement et aux autres parties prenantes pour les élections de 2010, notamment en soutenant l'élaboration d'une feuille de route relative à leur préparation.

La réunion d'évaluation semestrielle a souligné l'importance de la mise en œuvre de l'Accord de cessez-le-feu entre le Gouvernement et le PALIPEHUTU-FNL conformément au calendrier défini dans le programme d'action révisé pour faire progresser le processus de paix au Burundi. Le retour à Bujumbura du dirigeant du PALIPEHUTU-FNL, M. Agathon Rwaso, la signature de l'accord de Magaliesburg le 11 juin 2008 et la rencontre entre le Président Nkurunziza et M. Rwaso le 19 août marquent des avancées importantes dans le processus de paix. Il faut tirer parti de cet élan positif, et tous les efforts doivent être déployés pour mener à bien la mise en œuvre de l'Accord de cessez-le-feu d'ici à la fin 2008, soit bien avant la tenue des élections en 2010, de manière à éviter toute

interférence entre ces deux processus déterminants. La communauté internationale doit continuer de soutenir les efforts de l'Initiative régionale, de la Médiation sud-africaine au Burundi, du Directoire politique et du Groupe des Envoyés spéciaux pour le Burundi pour aider le Gouvernement et le PALIPEHUTU-FNL à mettre en œuvre l'Accord de cessez-le-feu.

La bonne mise en œuvre de l'Accord global de cessez-le-feu représenterait un pas décisif vers la consolidation de la paix, permettant au Burundi et à ses partenaires de se concentrer sur d'autres défis cruciaux, comme la lutte contre la pauvreté, la réforme du secteur de la sécurité, la bonne gouvernance, la consolidation de la démocratie et la lutte contre l'impunité. La Commission de consolidation de la paix continuera d'appuyer le Gouvernement burundais dans ses efforts pour mobiliser les ressources nécessaires pour relever ces défis.

La Suède, avec les autres membres de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix, continuera de faire fond sur les excellentes initiatives prises par le précédent Président, à savoir la Norvège, sous la direction déterminée de l'Ambassadeur Johan Løvald. Nous attendons avec intérêt de poursuivre la collaboration avec le Conseil de sécurité et les autres acteurs concernés, notamment la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, sur l'évolution de la situation au Burundi. En vue de la prochaine évaluation semestrielle du Cadre stratégique, nous continuerons d'organiser des réunions thématiques, notamment la réunion prévue pour débattre des préparatifs des élections de 2010. J'espère également me rendre au Burundi dans un proche avenir, afin de me rendre compte directement de la situation et d'établir des relations de travail constructives avec le Gouvernement burundais ainsi qu'avec les autres acteurs clefs.

Pour terminer, je voudrais saluer le Gouvernement et toutes les parties prenantes nationales de leur participation constructive dans la mise en œuvre du Cadre stratégique et à la première réunion d'évaluation semestrielle. Je voudrais aussi saisir cette occasion pour remercier le Bureau intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB) de l'aide compétente qu'il apporte à cet égard à la Commission de

consolidation de la paix et au Gouvernement. La structure intégrée du BINUB et la direction stratégique imprimée par le Représentant exécutif du Secrétaire général continueront de jouer un rôle important dans l'efficacité de l'appui que l'ONU fournit en faveur de la consolidation de la paix au Burundi. »

**Le Président :** Je remercie l'Ambassadrice Ulla Ström de son exposé. Je donne maintenant la parole au représentant du Burundi.

**M. Nsanze (Burundi) :** Ma délégation vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir bien voulu organiser la présente séance d'information sur mon pays. Elle vous réitère ses remerciements pour avoir choisi mon pays parmi les premiers bénéficiaires des services de la Commission de consolidation de la paix, qui est à l'œuvre depuis 2006, et dont le rapport à mi-parcours, somme toute encourageant, vient d'être présenté au Conseil par la délégation suédoise. Au Burundi, on a déjà commencé à réfléchir sur les indicateurs d'évaluation de la mise en œuvre du Cadre stratégique pour la consolidation de la paix, qui tiennent compte des recommandations qui ont été faites lors de la réunion d'évaluation du 23 juin 2008.

Ma délégation tient à rendre un vibrant hommage à la Norvège dont le représentant sortant, S. E. M. Johan Løvald, s'est acquitté de sa mission de façon très remarquable. Son œuvre est visible sur le terrain et ici, son nom restera marqué dans la mémoire de tous ceux qui l'ont vu travailler si méthodiquement et avec un dévouement inébranlable.

C'est ici également le moment de féliciter chaleureusement la délégation suédoise dont la mère-patrie a accepté courageusement de prendre la relève de la Norvège. C'est un grand signe d'amitié envers mon pays, que nous apprécions à sa juste valeur. Nous leur souhaitons bon succès, et nous sommes prêts à travailler pour atteindre ensemble des résultats dont leur pays et le nôtre seront fiers.

L'évaluation du travail qui a été fait depuis deux ans dans mon pays nous a montré le bout de chemin parcouru, qui est court, et celui qui reste à parcourir, celui-là très long. Mais, comme en matière de politique et d'économie appliquées aux nations il est inusité de parler d'aboutissement, mais par contre plus facile de parler des progrès atteints, je voudrais présenter brièvement au Conseil la situation actuelle, en me basant sur la mise en œuvre du Plan prioritaire pour la consolidation de la paix dans mon pays.

En matière de bonne gouvernance, domaine très vaste, et plus spécifiquement en ses aspects de gouvernance démocratique, bien des choses ont été faites, avec des hauts et des bas. Souvent il a fallu retenir le souffle, notamment quand les institutions étaient bloquées. Aujourd'hui le Parlement fonctionne normalement, et le Gouvernement est moins divisé. Le parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD) a recomposé son tissu. Il a repris sa place de commandant de bord incontesté. L'opposition joue son rôle, sans pour autant pouvoir mettre en péril les institutions démocratiques, comme on l'a observé ces derniers mois.

Je dirais même qu'un grand pas vient d'être fait. Au cours de la semaine qui vient de s'écouler, un atelier sur le cadre de dialogue entre les partis politiques a été tenu à Gitega dans le centre du pays. C'était du 18 au 22 août. Pour une première fois dans le parcours mouvementé des 15 dernières années, un vrai dialogue franc a pu être observé pendant l'atelier. Au niveau de la participation, on a vu 34 partis politiques se rassembler spontanément. La participation était très active et enthousiaste. Les participants ont demandé que ce cadre devienne un cadre de dialogue permanent entre les partis politiques. L'atelier a même proposé un cahier des charges, au cas où ce cadre de dialogue serait rendu effectivement permanent.

Les partis politiques s'engagent à se pencher d'urgence sur l'amendement des textes légaux, la Constitution, la loi sur les partis politiques, y compris le code de conduite, le code électoral, la loi communale et d'autres lois qui pourraient intéresser les Burundais. Ils se proposent par ailleurs de mettre à jour le statut de l'opposition, et même de revisiter, donc réécrire, l'histoire du pays de façon à ce que tous les citoyens s'y reconnaissent. Bref, l'atelier a jeté les bases d'une vision harmonieuse d'un avenir qui rassure et qui permet d'entrevoir déjà que les élections de 2010 se dérouleront dans un climat d'apaisement social et politique.

Le grand absent à ce forum était le Parti pour la libération du peuple hutu-Forces nationales de libération (Palipehutu-FNL), pour des raisons évidentes : il n'est pas encore reconnu comme parti politique. Je voudrais m'arrêter un moment sur ce cas qui nous intéresse particulièrement. Comme tout le monde le sait, les leaders du Palipehutu-FNL sont rentrés au pays au mois de mai dernier. Le chef du

mouvement, Agathon Rwasa, était l'un des invités de marque à la célébration du quarante-sixième anniversaire de l'indépendance nationale, le 1<sup>er</sup> juillet 2008. Les négociations commencées à Dar es-Salaam ont continué en Afrique du Sud. Fidèle à son engagement, le Président Pierre Nkurunziza a reçu, le 18 août 2008, le leader du mouvement Palipehutu-FNL. Le médiateur Charles Nqakula et son adjoint, l'Ambassadeur Kingsley Mamabolo ont été associés aux discussions. Il a été convenu que le Président de la République rencontrera le leader du Palipehutu-FNL chaque fois que de besoin, afin que toutes les questions soient résolues par le dialogue. Tous les intervenants dans la médiation seront chaque fois associés afin que chaque question trouve une réponse appropriée.

Afin d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord de cessez-le-feu, le Président de la République, Pierre Nkurunziza, a signé le même jour le décret n° 100/134 du 18 août 2008 portant statut légal des dissidents du mouvement Palipehutu-FNL ayant déserté après la signature de l'Accord de cessez-le-feu le 7 septembre 2006. Cela veut dire que la question des combattants qui se sont désolidarisés au moment où le FNL tardait à rejoindre la table des négociations, qui sont actuellement regroupés sur les sites de Randa et Buramata et qui sont au nombre de 3 321, cette question ne sera pas traitée différemment de celle des combattants qui sont en train d'être regroupés actuellement, car ils sont tous membres du même mouvement, même s'il y a eu dissidence.

Toujours pour poursuivre la mise en œuvre de l'Accord de cessez-le-feu, le Président de la République a signé le décret n° 100/136 du 19 août 2008, créant une commission technique chargée de la vérification du statut de combattant des dissidents du Mouvement Palipehutu-FNL de Randa et Buramata. Cette commission est une équipe technique ad hoc qui travaillera sous la supervision de la Commission nationale chargée de la démobilisation, de la réinsertion et de la réintégration. Le mandat de cette commission technique est de 12 semaines à partir de la date de la mise en vigueur du décret. Cela veut dire que d'ici trois mois, l'opération sera terminée.

Selon toute logique, il suivra la vérification du statut des combattants, des troupes qui sont restées fidèles à Agathon Rwasa, qui sont en train d'être regroupées actuellement. On compte actuellement 2 300 combattants regroupés, mais l'on observe que le mouvement continue de recruter, en violation de l'Accord de cessez-le-feu, sans doute pour tenter

d'atteindre les effectifs gonflés qu'il a annoncés dès son arrivée.

Il y a par ailleurs des questions d'ordre politique qui restent pendantes. Le Palipehutu-FNL persiste à refuser que son nom soit changé, alors que la Constitution, en ses articles 77 et 78, interdit toute formation politique à connotation ethnique. L'article 77, indique que :

« Constitue un parti politique une association sans but lucratif regroupant des citoyens autour d'un projet de société démocratique fondé sur l'unité nationale, avec un programme politique distinct aux objectifs précis répondant au souci de servir l'intérêt général et d'assurer l'épanouissement de tous les citoyens. »

Aux termes de l'article 78,

« Les partis politiques, dans leur organisation et leur fonctionnement, doivent répondre aux principes démocratiques. Ils doivent être ouverts à tous les Burundais et leur caractère national doit également être reflété au niveau de leur direction. Ils ne peuvent prôner la violence, l'exclusion et la haine sous toutes leurs formes, notamment celles basées sur l'appartenance ethnique, régionale ou religieuse ou fondées sur le sexe. »

L'on notera du reste que d'autres branches du Palipehutu d'origine ont accepté depuis longtemps de se nommer autrement : c'est le cas du Parti Libérateur du Peuple Burundais Agakiza et des Forces nationales de libération-Icanzo. Le Palipehutu-FNL demande par ailleurs un partage du pouvoir à 50 %/50 %, ce qui est tout à fait irréaliste. Ici aussi, les négociations doivent se faire dans le strict respect de la Constitution.

Dans tous les cas, les lenteurs observées dans le regroupement des combattants et les exigences dans les négociations politiques devraient être contrôlées, de façon que l'on n'accumule pas d'autre retard par rapport au programme d'action adopté le 23 février 2008 au Cap, en Afrique du Sud, qui fixe au 31 décembre 2008 la date limite de l'intégration du Palipehutu-FNL dans les institutions de l'État.

De ce qui vient d'être dit plus haut, il importe de souligner une fois de plus que le Burundi a plus que jamais besoin du soutien et de la compréhension de la communauté internationale. De la compréhension, d'abord, parce que les solutions aux problèmes d'ordre politique et militaire ne se réalisent pas toujours en un

tour de main. Il y a des étapes qui doivent être respectées, sinon on se retrouverait en train de mettre la charrue avant les bœufs, ce qui ne ferait qu'engendrer d'autres problèmes. Le Président de la République et son gouvernement font tout ce qui est possible pour que les négociations avec le Palipehutu-FNL aboutissent, mais ils ont besoin de l'appui de la communauté internationale pour que le Palipehutu-FNL ne continue pas de polémiquer ou de tendre des pièges au moment où toute la population aspire à la paix et au développement.

Le deuxième volet du plan stratégique pour la consolidation de la paix concerne le renforcement de l'état de droit au sein des forces de sécurité. Nous lisons, dans le Cadre stratégique pour la consolidation de la paix au Burundi, que :

« Bien que des acquis importants aient été réalisés dans l'amélioration de la sécurité, notamment par la réorganisation [de l'armée et de la police] et la démobilisation [couronnée de succès] de plus de 20 000 combattants, ces résultats en eux-mêmes sont insuffisants dans un contexte où [...] des ex-combattants ont besoin d'être réintégrés de manière durable dans la société, des armes et le sentiment d'insécurité sont répandus dans la société [...].

[L]es forces [...] de sécurité ne sont pas perçues comme agissant toujours dans le meilleur intérêt de la population » (*PBC/1/BDI/4, annexe, par. 26 et 27*)

Depuis l'élaboration de ce texte, donc du Cadre stratégique, quelques progrès ont certes été réalisés, mais de nouveaux problèmes ont dans l'entre-temps surgi. À l'époque, la démobilisation ne concernait pas encore les combattants du Palipehutu-FNL. Aujourd'hui, la démobilisation des combattants du Palipehutu-FNL s'impose, pendant que celle des ex-forces armées burundaises et des ex-combattants du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie n'est toujours pas achevée.

Par ailleurs, ceux qui sont déjà démobilisés constituent un facteur potentiel d'insécurité, par le fait qu'ils ont du mal à se réintégrer dans la société avec le peu de moyens qui leur sont accordés. Le Gouvernement ne cesse de le clamer haut et fort : les démobilisés constitueront une bombe à retardement tant que leur niveau de vie ne sera pas amélioré.

La Banque mondiale a récemment épinglé la misère dans laquelle croupissent les démobilisés infirmes qui attendent qu'on leur construise des logements. Elle attend du Gouvernement, d'ici le mois prochain, un nouveau plan d'action pour la démobilisation afin de réajuster sa contribution. Mais, comme on vient de le constater plus haut, la démobilisation est une chose, l'insertion dans la société en est une autre. Dans ce domaine, donc, le Burundi a besoin du soutien de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux, car le processus de démobilisation ne sera fructueux que s'il est complet.

Que dire maintenant du renforcement de la justice, de la promotion des droits de l'homme, de la réconciliation nationale et de la lutte contre l'impunité? Les problèmes les plus saillants ici sont ceux du renforcement des capacités au Ministère de la justice, du fonctionnement d'une justice transitionnelle effective, de la mise en place d'une commission indépendante des droits de l'homme et du lancement de la Commission vérité et réconciliation. Dans tous ces domaines, certains bailleurs de fonds interviennent déjà, notamment le Fonds pour la consolidation de la paix. Mais les besoins restent immenses, si bien qu'il faut déjà penser à d'autres bailleurs si l'on veut que les chantiers ne soient pas abandonnés inachevés.

L'autre urgence est celle de la gestion de la question foncière. Le système foncier traditionnel burundais semble avoir atteint ses limites. La pression sur les terres est telle que plus de 80 % des palabres dans les tribunaux sont liées aux litiges fonciers. Les règlements de compte se multiplient et sont à la base d'une criminalité croissante. Une réforme du code foncier est envisagée, mais sa mise en œuvre nécessitera des fonds que le Gouvernement ne peut seul collecter.

En guise de conclusion, nous pouvons dire que le Gouvernement et le peuple burundais font des efforts remarquables, qui méritent d'être soutenus. Il suffit de se promener dans le pays pour voir les chantiers d'écoles primaires et secondaires en construction, sans parler d'autres initiatives comme le reboisement des sommets de montagnes dénudés. Au niveau de la gestion de la chose publique, des progrès ont été réalisés de façon que le pays a atteint le point de décision. La Banque mondiale vient de décider de suspendre 92 % de la dette du pays, mais cela ne suffit pas. Le pays a besoin d'un appui budgétaire consistant, et d'une aide substantielle pour que la reconstruction et le développement ne restent pas dans les mots.

Nous en appelons donc aux partenaires de développement du Burundi, notamment ceux qui ont fait des annonces lors de la table ronde de mai 2006, pour qu'ils honorent leurs engagements. Car, jusqu'à présent, seulement 30 % des fonds promis ont été décaissés, et ce uniquement dans le cadre de la consolidation de la paix, tandis que les fonds promis pour financer le redressement socioéconomique se font toujours attendre.

Nous remercions vivement l'ONU, qui, par le Fonds pour la consolidation de la paix, soutient 17 projets dans le pays, et nous encourageons l'ONU à en financer d'autres. Nous sommes reconnaissants de

l'accompagnement que nous assurent la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

À tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux qui nous comprennent et nous accompagnent, nous disons merci. Nous leur demandons de faire davantage afin que notre peuple puisse bénéficier des dividendes de la paix.

**Le Président** : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, j'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

*La séance est levée à 10 h 50.*